

OCCIDENTAL

et des incertitudes

Le rapport recommande la prolongation du mandat d'un an de la Mission.

Si le Front Polisario a salué l'objectivité du rapport, du côté marocain, on estime que «c'est le pire rapport d'un secrétaire général de l'ONU concernant l'affaire du Sahara... Le moins qu'on puisse dire est que le rapport est partial, voire explosif»⁽⁶⁾.

Qu'en est-il du Conseil de sécurité appelé à se prononcer à l'issue de ce rapport ? La résolution 2285 du 29 avril a décidé la prorogation du mandat de la Minurso jusqu'au 30 avril 2017 avec plénitude de ses fonctions et demandé au secrétaire général de l'ONU de lui faire rapport à ce sujet dans un délai de 90 jours. Si ce retour ne s'effectue pas comme convenu, le Conseil se réserve le droit d'examiner les meilleurs moyens de parvenir à cet objectif.

De même, le Conseil demande aux parties de poursuivre les négociations, sous l'égide du secrétaire général, «sans conditions préalables et de bonne foi... en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental»⁽⁶⁾.

Comme on peut le relever, et malgré le travail de sappe de la France et de ses alliés comme le Sénégal qui ont atténué de la vigueur du projet initial de résolution américain, le Conseil se réfère toujours au principe de l'autodétermination comme solution au conflit et parle de peuple du Sahara occidental et non pas, comme c'est le cas dans la littérature politique marocaine, de «citoyens marocains des provinces marocaines du Sud». Est-ce pour autant une victoire pour la cause sahraouie ? Rien n'est moins certain et le chemin pour ce faire reste long et pénible.

A l'issue de l'adoption de la résolution, le ministère marocain, qui focalise ses critiques sur la personne du secrétaire général de l'ONU, a publié un communiqué se limitant à «prendre note de la résolution... au sujet de la question du Sahara marocain... qui réaffirme les paramètres de la solution politique, tels que définis par le Conseil depuis 2004 et précisés, en termes opérationnels, en 2007». Le ministère considère qu'il s'agit là d'un «revers cinglant pour toutes les manœuvres du Secrétaire général de l'ONU...»⁽⁷⁾.

Pour sa part, le représentant du Polisario à l'ONU estime qu'il s'agit «d'une victoire symbolique significative pour le Front Polisario. Elle constitue un pas dans la bonne direction»⁽⁸⁾.

De son côté, le ministère algérien des Affaires étrangères a publié un communiqué prenant note de la résolution... et exhorte les deux parties au conflit ainsi que tous les acteurs internationaux intéressés à contribuer effectivement à la mise en œuvre de cette résolution⁽⁹⁾. En fin de compte, les autorités marocaines sont désavouées par le Conseil de sécurité et

obligées, sauf attitude suicidaire contraire, de faire marche arrière dans moins de 90 jours. Cette année, les débats au Conseil de sécurité ont été tendus. Pour preuve, le vote de la résolution qui, d'habitude, s'effectuait à l'unanimité a révélé les divisions qui minent le Conseil au sujet du Sahara occidental.

Pour sa part, la Russie a surpris le Maroc par son abstention. En effet, au mois de mars, le roi Mohammed VI avait effectué une visite officielle en Russie pour faire miroiter à ses dirigeants la possibilité de contrats commerciaux juteux contre un appui délibéré à sa thèse sur le conflit. Il n'en fut rien.

De même, les États-Unis, initiateurs du projet de résolution, avaient présenté une première mouture très sévère en raison de l'attitude marocaine avec la Minurso. Ce qui a irrité Rabat qui n'a pas hésité à le faire savoir dans un communiqué qui rappelle à l'Oncle Sam que ses intérêts stra-

venge entre les monarchies du Golfe et marocaine se conçoit dans une sorte de logique intrinsèque et structurelle, elle-même renforcée par leur alignement systématique sur l'Occident capitaliste durant la période de bipolarisation Est-Ouest du monde. Depuis l'émergence de la question sahraouie, l'alignement de ces monarchies sur la position marocaine a été constant mais relativement discret pour ne pas trop heurter l'Algérie. Mais ces dernières années, le soutien de ces pays à l'annexion marocaine du territoire sahraoui, par la force, ne souffre aucune équivoque. Néanmoins, cette «sympathie» réciproque entre monarchies arabes n'est pas dénuée d'intérêt.

Il faut rappeler qu'à l'issue du sommet de 2011, le CCG avait annoncé un projet d'ouverture de cette alliance au Maroc et à la Jordanie, deux autres monarchies arabes. De plus, les flux de dollars sous forme d'aide ou d'investissements ne

indique que «les dirigeants du CCG ont réitéré leur soutien à l'initiative d'autonomie présentée par le Maroc comme fondement de solution à ce différend régional artificiel»⁽¹²⁾.

Pour sa part la chaîne de télévision Al Arabiya, propriété de la famille royale saoudienne, rapporte que le souverain saoudien a déclaré que «les pays du Golfe sont solidaires avec le Maroc, notamment en ce qui concerne la question du Sahara».

Enfin, signalons que le roi Mohammed VI a saisi cette «opportunité» pour «remercier ses donateurs pour le soutien matériel et moral» ajoutant que «la sécurité du Golfe et du Maroc est une et indivisible»⁽¹³⁾. Cette «générosité» n'est cependant pas gratuite.

Allié idéal, contrairement à l'Algérie, le Maroc s'est montré disponible et n'a pas hésité à envoyer ses troupes guerroyer contre les Houthis yéménites, dans le cadre d'une coalition armée constituée, menée par l'Arabie Saoudite et enlisée au Yémen depuis mars 2015. De même qu'il a adhéré à cette fantomatique coalition de 34 pays musulmans formée toujours par la monarchie saoudite, en décembre de la même année, pour «lutter contre le terrorisme».

Par contre les relations entre Alger et Riyad ne sont pas au beau fixe. L'Algérie refuse que ses troupes participent à une action armée hors des frontières nationales et se défend, par conséquent, de faire partie d'une coalition militaire. Ce que Riyad fait semblant de ne pas comprendre. De plus, la chute drastique des prix du brut depuis mi-2014, provoquée essentiellement par l'Arabie Saoudite, est très mal perçue à Alger dont les recettes budgétaires dépendent pour une large part des hydrocarbures. Depuis, les relations bilatérales sont tendues et la visite de l'envoyé spécial du président algérien, le ministre d'Etat, Tayeb Belaïz, à Riyad au début du mois d'avril 2016, n'a pas permis de les améliorer. Les pays du Golfe entendent-ils faire payer à Alger le prix de son indépendance ? Cela semble être la véritable raison de la brouille. La complexité du conflit du Sahara occidental serait-elle une des conséquences de la tension entre Rabat et Alger ?

D'abord, rappelons que cette tension n'est pas la conséquence de l'irruption du conflit du Sahara occidental, elle lui est antérieure. De plus, le Maroc considère que la question sahraouie, depuis la «récupération des provinces du Sud», ne relève pas d'un processus de la décolonisation d'un territoire non autonome, mais d'une crise créée par l'Algérie et que le conflit n'oppose pas le Maroc aux Sahraouis, mais à l'Algérie. Ce que récuse Alger et le Front Polisario, à l'évidence.

M. Z.
(A suivre)

Par contre les relations entre Alger et Riyad ne sont pas au beau fixe. L'Algérie refuse que ses troupes participent à une action armée hors des frontières nationales et se défend, par conséquent, de faire partie d'une coalition militaire. Ce que Riyad fait semblant de ne pas comprendre. De plus, la chute drastique des prix du brut depuis mi-2014, provoquée essentiellement par l'Arabie Saoudite, est très mal perçue à Alger dont les recettes budgétaires dépendent pour une large part des hydrocarbures.

tégiques dans la région se trouveraient plutôt au Maroc. Là aussi, l'espoir marocain a buté sur la réalité.

Par ailleurs, rien n'a empêché le département d'Etat américain de publier, le 13 avril, un rapport accablant sur les atteintes aux droits de l'Homme au Maroc en 2015. De même qu'il faut garder à l'esprit l'intention américaine déclarée en avril 2013 en Conseil de sécurité de proposer une résolution portant extension de la mission de la Minurso à la supervision des droits de l'Homme au Sahara occidental. L'initiative américaine a échoué principalement en raison du soutien français au Maroc. L'irritation des autorités marocaines avait entraîné l'annulation de l'exercice militaire annuel avec les Etats-Unis prévu alors pour le 10 avril 2013.

Le Maroc tient l'«audace politique» qui l'a poussé jusqu'à défier les Nations unies du soutien de certaines puissances occidentales qui ont «parasité» les efforts du Conseil de sécurité et des monarchies arabes du Golfe.

En effet, le plus surprenant dans le contexte vient des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), notamment l'Arabie Saoudite. La con-

tarissent pas en direction de Rabat. Certaines sources⁽¹⁰⁾ parlent notamment de l'octroi saoudien de 22 milliards de dollars au Maroc pour le financement d'un vaste projet industriel militaire. L'objectif poursuivi serait de «rétablir l'équilibre stratégique avec l'Algérie dont les dépenses militaires ont dépassé 13 milliards de dollars en 2015»⁽¹¹⁾. De plus, le nouvel ambassadeur saoudien à Rabat a annoncé récemment que son pays avait l'intention d'investir au Sahara occidental.

De son côté, le Maroc est, avec l'Égypte du général Sissi, un important pourvoyeur de chair à canon à l'aventurisme armé du CCG, notamment au Yémen.

Dans ce contexte, les rencontres au plus haut niveau se succèdent. Elles ont été couronnées par le sommet qui a réuni, à Riyad, le 20 avril 2016, Mohammed VI et les dirigeants du Conseil.

Ce fut une occasion rêvée pour le monarque marocain de vilipender le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qui aurait été «instrumentalisé pour essayer de porter atteinte aux droits historiques et légitimes du Maroc concernant son Sahara». Le communiqué du sommet, selon les médias marocains,

BIBLIO-WEB-GRAPHIE

- 1- <http://www.tsa-algerie.com> «Le Maroc fait reculer Ban Ki Moon» 29.03.2016
- 2- <http://www.tsa-algerie.com> «Maroc : manifestations d'ampleur contre Ban Ki-moon» par Rafik Aïouaz- 13.03.2016
- 3- <http://www.tsa-algerie.com> «Le Maroc rejette les regrets de Ban Ki-moon» 29.03.
- 4- <http://www.lesafriques.com/actualite/> Sahara : l'inacceptable élargissement de la mission de la Minurso» Par Jawad Kerdoudj président de l'I.M.R.I -23.04.2016
- 5- <http://www.maghress.com/fr/liberation> «le rapport de Ban

- Ki-moon sur le Sahara met à nu un parti-pris flagrant»- 21-04-2016
- 6-<http://www.lopinion.ma/def/asp> ? codelangue=23info «résolution du Conseil de sécurité sur la question du Sahara» par Jamal Hajjam- 01-05-2016
- 7- <http://lnt.ma/minurso-le-maroc-se-declare-satisfait-de-la-decision-onusienne>
- 8-<http://www.tsa-algerie.com/20160429/contres-abstentions-a-dit-quoi-au-conseil-de-securite>
- 9- <http://www.mae.gov.dz/news/article/4017.aspx> Communiqué du ministère des Affaires étrangères sur la résolution du

- Conseil de sécurité sur le Sahara occidental
- 10-<http://www.tsa-algerie.com> «l'inquiétude implication de l'Arabie Saoudite dans le conflit au Sahara occidental» 9.3.2016 Par Yacine Babouche.
- 11-<http://polisario-confidentiel.com/1462-le-sommet-maroc-ccg-inquiete-alger-plus-que-le-polisario.html>
- 12-<http://aujourd'hui.ma/actualite/Sahara-marocain-les-monarchies-du-golfe-reiterent-leur-soutien>
- 13-<http://www.algeriepatriotique.com/article/le-ccg-et-le-maroc-cree-ent-un-syndicat-des-monarchies-et-se-liguent-contre-le-peuple-sahraoui>